



République centrafricaine : Urgence d'agir !

Samedi 11 janvier 2014
14H30-18H30

IREA-Maison de l'Afrique
7, rue des Carmes - 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité

- **Quels sont les acteurs de la résolution de la crise ?**
- **Quelles sont les solutions réalisables pour la Paix, la Sécurité et la Stabilité ?**
- **Quelles actions à mener dans le cadre du processus de stabilisation politique ?**
- **Comment envisager la reconstruction administrative et politique du pays ?**
- **Comment engager la réconciliation nationale sur des bases pérennes, solidaires et partagées ?**
- **Comment mettre en place le processus de démilitarisation, démobilisation et de réintégration (DDR) et de réforme des Système de sécurité (RSS) ?**

Le 10 décembre 2012, une coalition de rebelles (« Séléka » qui signifie « coalition » en langue sango), part à la conquête de la République centrafricaine. Après plusieurs semaines d'offensive contre les forces armées centrafricaines qui ne s'avèrent pas en mesure d'opposer une réelle résistance, et de blocages survenus entre les deux parties à la suite du cessez-le-feu du 11 janvier 2013, les rebelles renversent le président François Bozizé le 24 mars 2013, (quasiment dix ans après, jour pour jour, après la prise du pouvoir par ce dernier, à la faveur d'un coup d'état) livrant Bangui à la violence et au pillage.

Depuis lors la situation sur le terrain est préoccupante, les conditions de sécurité sont particulièrement dégradées dans le reste du pays, en raison notamment d'affrontements opposant des éléments de la Séléka à des groupes d'autodéfense qui prennent, de plus en plus, un aspect interconfessionnel.

Sur le plan humanitaire, ce sont plus de 65 000 réfugiés qui ont rejoint les pays voisins (Tchad et République Démocratique du Congo) et 600 000 personnes qui ont été déplacées dans le pays.

La France a lancé fin novembre dernier, l'opération « *Sangaris* », autorisant le déploiement de 1600 soldats français en RCA, pour une période de 6 mois au moins, dans le but de rétablir la situation sécuritaire et accompagner le processus de transition politique, qui doit déboucher en février 2015, sur des élections libres et transparentes.

Ce déploiement, prévu pour une période initiale de 6 mois, viendra renforcer les efforts de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), réalisés sous l'égide de l'Union africaine avec l'appui de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC). Celle-ci, qui mobilise d'ores et déjà 2 100 hommes venus des pays voisins (Tchad, Congo, Gabon, Cameroun) devrait atteindre près de 4000 hommes, et ce, grâce à la résolution 2127 des Nations Unies, votée le 5 décembre dernier.

La situation sécuritaire et humanitaire demeure néanmoins préoccupante. Que faire aujourd'hui et dans un proche avenir pour favoriser le retour à la stabilité et à une paix durable en RCA ?

DEROULEMENT DU COLLOQUE

- **Accueil** : 14H30
- **Présentation du colloque** : 14H45

- **Première table-ronde : Comprendre la situation actuelle** (15H00-16H30) :

Michel Brugière, ancien Directeur général de Médecins-Sans-Frontières

Vincent Mambachaka, Directeur Espace Linga Tere

Acheikh Ibn Oumar, ancien Ministre des Affaires étrangères du Tchad

Dominique Trinquand, Général (2S), Directeur relations extérieures du groupe Marck

Serge Singha, Les Amis de la Centrafrique

Jean-Pierre Vidon, ancien ambassadeur de France en RCA (*à confirmer*)

Présidence et modération : **Emmanuel Dupuy**, Président de l'Institut Prospective et Sécurité de l'Europe (IPSE)

- **Pause-café** (16H30-16H45)
- **Deuxième table-ronde : Quelles convergences politiques dans le cadre du processus politique à reconstruire** (16H45-18H30)

Marie-Reine Hassen, ancien Ministre, Présidente du MRC. Centrafrique (Mouvement pour le rassemblement et le Changement)

Anicet Georges Dologuélé, ancien Premier Ministre et Président de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) ; Président de l'Union pour le Renouveau Centrafricain (URCA)

Lévi Yakete, ancien Ministre Conseiller à la Présidence ; Coordonnateur Politique du Mouvement de Résistance Populaire pour la Refondation de la Centrafrique (MRPRC)

Joseph Gnou, Avocat, Président du Mouvement Patriotique Centrafricain (MPCA)

François Passema, Président du Comité d'Action pour la Conquête de la Démocratie en Centrafrique (CACDCA)

Arsène Sendé, Ministre de la Justice de RCA (à confirmer)

Mauro Garofano, responsable du secteur Afrique de la Communauté de Sant'Egidio, à l'initiative du Pacte républicain de Bangui (à confirmer)

Présidence et modération : **Emmanuel Dupuy**, Président de l'Institut Prospective et Sécurité de l'Europe (IPSE)